Action Sécurité Ethique Républicaines

Quatrième Intervention – Conférence des Etats parties au traité sur le commerce des armes à Tokyo

Objet de l'intervention : Assistance

Tokyo, le 23 août 2018

Merci Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, Action Sécurité Ethique Républicaines (ASER) salue le rapport du groupe de travail sur le Voluntary Trust Fund (VTF) et nous remercions également Monsieur Dladla pour son excellente présentation. Les nouveaux critères présentés montrent une vraie maturation dans la volonté de mettre en place un processus clair, compréhensible, équitable et transparent dans le choix des projets à venir.

Nous savons que nous devons nous appuyer sur les évaluations des expériences passées. Elles sont les moyens les plus sûrs sur lequel nous pouvons compter pour progresser dans la justesse des sélections des projets à venir, et concernent les échecs comme les bonnes pratiques. En cela l'exemple de la Zambie donne un signal clair de la nouvelle exigence d'un Etat partie au Traité sur le Commerce des Armes (TCA) quant à l'efficacité attendue des financements alloués en général pour l'assistance. La Zambie a préféré se retirer du projet VTF semble-t-il parce que le budget de Controlarms, présenté alors, ne correspondait en effet pas aux critères de rigueurs et d'efficacité que le VTF et le pays bénéficiaire étaient en droit d'attendre. C'est une petite révolution tranquille qui s'est mise en place et nous ne pouvons que nous en réjouir. Elle correspond aux vœux que nous avions émis l'année passée quand nous observions que le financement des projets était trop souvent absorbé par le fonctionnement dispendieux d'organisations situées au nord, avec des bureaux couteux et parfois des salaires vertigineux.

Pourquoi à l'avenir ne pas développer aussi des critères, pour l'assistance en général, afin de prévenir les abus de certaines ONG afin d'aider les Etats à un meilleur choix ? Ils pourraient reposer sur des principes simples comme la capacité de rendre des comptes, la transparence dans les finances et l'activité, (au minimum pour les membres de

l'organisation), une limite dans les salaires et dans les frais administratifs de l'organisation.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, beaucoup d'Etats, ont fort justement remarqué l'importance du rôle de la société civile, dont les ONG, dans la mise en œuvre du TCA. Cela nous engage encore plus dans nos fonctionnements, et le meilleur des arguments pour appeler les Etats qui le peuvent, à augmenter leurs contributions de cette assistance.

Je vous remercie Monsieur le Président

Benoit Muracciole, Président d'Action Sécurité Ethique Républicaines (ASER)